

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED
WT/TPR/S/117
28 mai 2003

(03-2742)

Organe d'examen des politiques commerciales

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

INDONÉSIE

Rapport du Secrétariat

Le présent rapport, préparé pour le quatrième examen de la politique commerciale de l'Indonésie, a été établi par le Secrétariat de l'OMC sous sa propre responsabilité. Ainsi qu'il est prévu dans l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), le Secrétariat a demandé au gouvernement indonésien des éclaircissements sur sa politique et ses pratiques commerciales. Pour certaines parties des chapitres II, III et IV, nous n'avons pas reçu d'observations détaillées des autorités.

Les questions d'ordre technique concernant ce rapport peuvent être adressées à M. Sergios Stamnas (tél.: 022 739 5382) et M. Michael Daly (tél.: 022 739 5077).

La déclaration de politique générale présentée par le gouvernement indonésien est reproduite dans le document WT/TPR/G/117.

Note: Le présent rapport fait l'objet d'une distribution restreinte et ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur l'Indonésie.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
OBSERVATIONS RÉCAPITULATIVES	vii
1) ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	vii
2) CADRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE	viii
3) ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE	ix
4 ÉVOLUTION DES POLITIQUES SECTORIELLES	xii
5) PERSPECTIVES	xv
I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	1
1) INTRODUCTION	1
2) ÉVOLUTION RÉCENTE DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE	2
i) Croissance et emploi	2
ii) Politique de stabilisation	5
iii) Balance des paiements et dette extérieure	8
iv) Réformes structurelles	9
3) ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR	12
i) Marchandises	12
ii) Services	14
4) INVESTISSEMENT ÉTRANGER	14
5) PERSPECTIVES	17
II. LE RÉGIME DE POLITIQUE COMMERCIALE: CADRE ET OBJECTIFS	19
1) APERÇU GÉNÉRAL	19
2) CADRE CONSTITUTIONNEL ET INSTITUTIONNEL GÉNÉRAL	19
i) Décentralisation	20
3) STRUCTURE DE LA FORMULATION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE	23
i) Exécutif	23
ii) Organes consultatifs	23
4) OBJECTIFS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE	23
i) Objectifs généraux de la politique commerciale	23
ii) Objectifs de la politique commerciale sectorielle	24
iii) Le programme de l'OMC	24
5) LOIS ET RÉGLEMENTATIONS COMMERCIALES	25
6) ACCORDS ET ARRANGEMENTS COMMERCIAUX	25
i) Accords multilatéraux	25
ii) Arrangements préférentiels, régionaux et bilatéraux	27

	Page
7) DIFFÉRENDS COMMERCIAUX ET CONSULTATIONS	31
i) Règlement des différends dans le cadre du GATT/de l'OMC	31
ii) Autres	33
8) RÉGIME DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER	33
i) Résultats récents et faits nouveaux	33
III. POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES - ANALYSE PAR MESURE	38
1) INTRODUCTION	38
2) MESURES AGISSANT DIRECTEMENT SUR LES IMPORTATIONS	40
i) Enregistrement et documentation	40
ii) Droits de douane	41
iii) Évaluation douanière	50
iv) Autres prélèvements et impositions	50
v) Prohibitions, restrictions et licences à l'importation	50
vi) Commerce d'État	52
vii) Marchés publics	54
viii) Commerce compensé	56
ix) Prescriptions de teneur en produits d'origine nationale	57
x) Mesures conditionnelles	58
xi) Normes et autres prescriptions techniques	60
3) MESURES AGISSANT DIRECTEMENT SUR LES EXPORTATIONS	67
i) Enregistrement et documentation	67
ii) Prohibitions, restrictions et licences à l'exportation	67
iii) Droits d'exportation	69
iv) Prix de référence à l'exportation	69
v) Aides à l'exportation	70
4) MESURES AGISSANT SUR LA PRODUCTION ET LE COMMERCE	72
i) Fiscalité	72
ii) Aides à la production	74
iii) Politique de la concurrence et protection des consommateurs	75
iv) Droits de propriété intellectuelle	77
v) Autres mesures (mesures environnementales)	83
IV. POLITIQUE COMMERCIALE - ANALYSE PAR SECTEUR	85
1) INTRODUCTION	85
2) AGRICULTURE ET FORESTERIE	87
i) Caractéristiques générales	87
ii) Évolution de la politique agricole	88
iii) Mesures visant certains produits	91
iv) Forêts	93
3) INDUSTRIES EXTRACTIVES ET ÉNERGIE	94
i) Industries extractives	95
ii) Énergie	96

	<i>Page</i>
4) INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE	98
i) Textiles, vêtements et cuir	98
ii) Industrie automobile	99
iii) Industrie aérospatiale	100
5) SERVICES	100
i) Services financiers	101
ii) Communications	109
iii) Transports	112
iv) Tourisme	115
BIBLIOGRAPHIE	117
APPENDICE - TABLEAUX	123

GRAPHIQUES

I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	
I.1 Composition du commerce de marchandises, 1998 et 2001	13
I.2 Structure géographique du commerce extérieur de marchandises, 1998 et 2001	15
III. POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES - ANALYSE PAR MESURE	
III.1 Distribution des taux de droits NPF, 1998 et 2002	44
III.2 Moyenne des taux NPF appliqués et des taux consolidés finaux, par section du SH, 1998 et 2002	46
III.3 Produit des droits de douane rapportés à la valeur totale des importations et aux recettes des impôts indirects, 1998-2003	47
III.4 Progressivité des droits par industrie à deux chiffres de la CITI, 1998 et 2002	48
III.5 Nombre d'entreprises d'État par secteur, 1998	54
III.6 Affaires antidumping, janvier 1998-juin 2002	59
IV. POLITIQUE COMMERCIALE - ANALYSE PAR SECTEUR	
IV.1 Moyenne des droits par catégories à deux chiffres de la CITI, 1998 et 2002	90
IV.2 Taux d'intérêt sur les crédits et les dépôts, 1997-2002	107

TABLEAUX

I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	
I.1 Principaux indicateurs socioéconomiques	2
I.2 Indicateurs macro-économiques, 1997-2002	3
I.3 Finances des administrations centrales, 1997-2002	6
I.4 Montant des investissements étrangers directs approuvés, par secteur, 1997-2002	16
I.5 Investissement étranger direct approuvé, par provenance, 1997-2001	17

	<i>Page</i>
II. LE RÉGIME DE POLITIQUE COMMERCIALE: CADRE ET OBJECTIFS	
II.1 État des notifications à l'OMC (février 2003)	26
II.2 Participation de l'Indonésie au mécanisme de règlement des différends de l'OMC, février 2003	32
II.3 Liste négative d'investissements (en 2000)	35
III. POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES - ANALYSE PAR MESURE	
III.1 Structure des droits NPF, 1998, 2002 et 2005	41
III.2 Intervention de l'État dans l'économie, 2002	52
III.3 Seuils applicables aux marchés publics	55
III.4 SNI obligatoires dans l'industrie et le commerce, 2002	61
III.5 Composition des recettes fiscales directes et indirectes, 1997-2003	72
III.6 Traités environnementaux auxquels l'Indonésie est partie	83
IV. POLITIQUE COMMERCIALE - ANALYSE PAR SECTEUR	
IV.1 Ventilation du PIB, de l'emploi et des exportations	87
IV.2 Soutien du prix du marché et niveaux <i>de minimis</i> pour le riz, 1998-2002	92
IV.3 Les participations de l'IBRA dans les banques recapitalisées/fusionnées et reprises	103
IV.4 Évaluation du respect des 25 Principes fondamentaux de Bâle par l'Indonésie, faite par le FMI	106

APPENDICE - TABLEAUX

III. POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES - ANALYSE PAR MESURE	
AIII.1 Progressivité et fourchette des droits de douane, 1998 et 2002	125
AIII.2 Enquêtes antidumping ouvertes par l'Indonésie, janvier 1998-juin 2002	128
IV. POLITIQUE COMMERCIALE - ANALYSE PAR SECTEUR	
AIV.1 Droits appliqués par l'Indonésie, par branche d'activité de la CITI, 1998 et 2002	129

OBSERVATIONS RÉCAPITULATIVES

1. Depuis le dernier examen de sa politique commerciale, fait en 1998, l'Indonésie a connu de profondes transformations économiques, politiques et sociales consécutives à la grave crise financière et économique de 1997. Elle a mis en œuvre d'importantes réformes commerciales, structurelles et macro-économiques. Ces réformes, qui ne sont pas encore achevées et sont assez douloureuses pour les ménages les plus pauvres, ont permis de stabiliser l'économie et de renouer avec la croissance. D'importantes réformes démocratiques, accompagnées d'une décentralisation rapide du pouvoir et d'un renforcement de l'autonomie régionale, ont aussi eu des effets majeurs sur l'économie.

2. Malgré des progrès notables, l'économie reste fragile, menacée par un lourd endettement public, par une forte pression fiscale et par un certain nombre de faiblesses qui subsistent en ce qui concerne la gouvernance économique, les institutions et le respect de l'État de droit. Des événements internes et externes récents, comme le fléchissement de l'activité économique mondiale et l'attentat de Bali d'octobre 2002, ont aussi lourdement frappé l'économie, entraînant une contraction des exportations vers des marchés clés, une réduction du tourisme et une forte baisse de l'investissement étranger, dont l'Indonésie est très dépendante. Face à ces défis, le gouvernement a redoublé d'efforts pour accélérer les réformes structurelles et macro-économiques.

1) ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

3. Le redressement de l'économie indonésienne s'est ralenti depuis 2000: le taux de croissance du PIB réel a atteint 4,9 pour cent en 2000, 3,4 pour cent en 2001 et 3,7 pour cent en 2002. La croissance a été induite essentiellement par la consommation, financée par le crédit et par la hausse des salaires minimums. Le fléchissement du taux de croissance depuis 2000 est dû à une

évolution défavorable de la situation macro-économique, à la persistance de problèmes structurels et au niveau élevé du risque pays, qui ont entravé la production et l'investissement. La situation macro-économique semble s'être stabilisée grâce à l'assainissement budgétaire. Le déficit budgétaire est passé de 1,6 pour cent en 2000 à 2,7 pour cent en 2001, mais il est retombé à 1,7 pour cent en 2002. Le taux d'inflation a plafonné à plus de 12 pour cent en 2002 et la rupiah s'est stabilisée et même quelque peu renforcée. La politique monétaire se fonde sur une combinaison d'objectifs de masse monétaire et d'objectifs d'inflation, adoptés depuis 1999. Grâce à d'importants excédents des opérations courantes, qui ont en général largement compensé le déficit du compte de capital, les réserves internationales sont élevées et représentaient près de onze mois d'importations en 2002. En revanche, l'investissement, et en particulier l'investissement étranger, a été décevant.

4. La croissance et la poursuite des efforts de lutte contre la pauvreté exigeront d'autres réformes du régime de commerce extérieur et d'autres réformes structurelles, y compris un renforcement de la gouvernance et des institutions. En outre, il faut que les hausses des salaires correspondent aux gains de productivité, de façon à préserver la compétitivité des exportations des industries traditionnelles à forte intensité de main-d'œuvre et à enrayer la hausse du chômage. Le gouvernement a l'intention de formuler une stratégie nationale de réduction de la pauvreté en 2004, axée sur des politiques favorables à la croissance et au développement, y compris la libéralisation du commerce extérieur.

5. La part du commerce extérieur dans le PIB est tombée de 35,1 pour cent en 2000 à 27 pour cent en 2002; en revanche, la structure du commerce extérieur est restée à peu près inchangée. L'Indonésie est très tributaire des exportations de produits manufacturés et de produits pétroliers et des importations de produits manufacturés. Ses

principaux partenaires commerciaux sont différents pays d'Asie de l'Est et en particulier le Japon et la République de Corée. Son premier partenaire commercial dans le cadre de l'ANASE reste, de loin, Singapour.

6. Une nouvelle Équipe nationale de l'investissement est chargée de rétablir un climat propice à l'investissement; c'est une tâche à accomplir d'urgence pour que l'Indonésie puisse attirer des capitaux étrangers et renouer avec une solide croissance. Les procédures d'investissement, qui sont déjà assez libérales, seront encore rationalisées avec notamment la mise en place d'un Conseil de coordination de l'investissement et une plus grande transparence des dispositions juridiques. Une nouvelle loi sur l'investissement, fondée sur le traitement national, doit remplacer en 2003 la loi de 1967. Toutefois, l'incertitude concernant la déconcentration des pouvoirs pour l'approbation des investissements en dehors du secteur pétrolier et l'imposition des taxes régionales prévue dans les plans de décentralisation semble avoir sapé la confiance des investisseurs.

2) CADRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

7. L'Indonésie a mis en œuvre différentes réformes de son régime de commerce extérieur et d'autres réformes structurelles, en général de façon unilatérale, dans le cadre de son programme d'ajustement structurel, mais aussi pour honorer ses engagements multilatéraux. Dans certains secteurs clés, comme celui des services financiers, la réforme unilatérale va bien au-delà des obligations contractées dans le cadre de l'OMC. Toutefois, on a observé récemment les signes d'une réorientation des politiques concernant certains secteurs sensibles (notamment le riz, le sucre et l'acier), qui pourrait traduire une attitude plus protectionniste.

8. Malgré d'importantes modifications politiques et administratives, y compris la décentralisation, la formulation de la politique

commerciale relève toujours du Ministère de l'industrie et du commerce et n'a guère évolué depuis le précédent examen. Il faut accroître la transparence et le contrôle public de la politique commerciale, en particulier dans les secteurs sensibles, où la conduite adoptée semble plutôt déterminée au cas par cas.

9. La loi tant attendue instituant la Commission de lutte contre la corruption a été adoptée en novembre et il y a eu un important désengagement de l'État dans les secteurs de la banque et des télécommunications. Les autorités envisagent d'apporter de nouvelles modifications au régime des faillites en 2003. À cet égard, il pourrait bien être nécessaire de renforcer certaines réformes structurelles clés visant à mieux faire respecter l'État de droit, notamment en ce qui concerne les lois sur le commerce extérieur et les entreprises, l'amélioration de l'environnement commercial, le gouvernement d'entreprise et la gouvernance économique et la création des institutions qui veillent au respect des lois, telles que les tribunaux du commerce. Les révisions mineures apportées à la loi sur les faillites en 1998 et la création d'un tribunal du commerce, par exemple, n'ont pas suffi à rétablir la confiance envers le système juridique et à garantir aux créanciers la sécurité nécessaire. La privatisation d'entreprises d'État, autre priorité de la réforme, a aussi pris du retard. Néanmoins, il semble que la mise en œuvre de certaines réformes s'est accélérée depuis la fin de 2002.

10. Sur le plan régional, l'Indonésie ne libéralise son commerce extérieur que dans le cadre de la Zone de libre-échange de l'ANASE (AFTA). À l'instar des cinq autres membres fondateurs de l'ANASE, elle a décidé d'accélérer la mise en place du Tarif préférentiel effectif commun (TPEC), avec un taux de droit maximum de 5 pour cent, qui doit être achevée avant la fin de 2003; à la fin de 2002, 99 pour cent des lignes tarifaires étaient intégrées dans le TPEC, avec un taux moyen de 4 pour cent. L'Indonésie n'exclut plus des produits sensibles ou autres du TPEC.

11. Tout en restant attachée au système commercial multilatéral, l'Indonésie souhaite accélérer l'intégration régionale. Elle poursuit activement la mise en place d'arrangements commerciaux préférentiels dans le cadre de l'ANASE, qui a décidé d'établir une zone de libre-échange ANASE-Chine dans un délai de dix ans, et examine la création d'une zone de libre-échange de l'Asie de l'Est, qui engloberait l'ANASE, la Chine, le Japon et la Corée. En tant que membre de l'APEC, l'Indonésie reste aussi décidée à atteindre les objectifs volontaires de Bogor, c'est-à-dire la mise en place d'un régime de commerce extérieur et d'investissement non discriminatoire et libéral d'ici à 2020. Enfin, elle souhaite conclure des arrangements commerciaux bilatéraux très complets avec ses principaux partenaires commerciaux tels que le Canada, le Chili, le Japon et les États-Unis.

3) ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

12. Le tarif douanier est aujourd'hui le principal instrument de politique commerciale de l'Indonésie. La moyenne des taux NPF appliqués est tombée de 9,5 pour cent en 1998 à 7,2 pour cent en 2002, principalement sous l'effet de réductions unilatérales. Quelque 93 pour cent des taux sont consolidés, mais il subsiste un écart important entre les taux consolidés et les taux appliqués (en moyenne 30,4 points de pourcentage), ce qui crée une certaine imprévisibilité. La moyenne des droits sur les produits agricoles (8,4 pour cent) est un peu supérieure à la moyenne des droits sur les produits industriels (7,2 pour cent). La plupart des taux NPF (83 pour cent) sont inférieurs ou égaux à 10 pour cent, mais l'Indonésie applique des taux relativement élevés (jusqu'à 170 pour cent) à certaines boissons et à certains équipements de transport. Les droits appliqués actuellement sont supérieurs aux taux consolidés finals pour 41 positions, concernant principalement des boissons alcooliques. Globalement, la dispersion des droits a diminué, mais il reste une certaine progressivité des droits sur les

produits finis, en particulier les produits alimentaires, les boissons et tabacs et le bois et les meubles.

13. Presque tous les taux appliqués sont des taux ad valorem, ce qui assure une assez grande transparence du tarif (et limite peut-être les distorsions). Toutefois, le gouvernement a occasionnellement, par exemple dans le cas du riz et du sucre, remplacé les droits ad valorem par des droits spécifiques, ce qui masque peut-être une protection tarifaire accrue. Il semble que les droits spécifiques sur le sucre ont été majorés à la fin de 2002. Ces majorations, même si elles sont rares, constituent un traitement spécial pour les secteurs sensibles. L'Indonésie n'a pas de contingents tarifaires.

14. L'informatisation des procédures de dédouanement et des formalités en matière de documentation a facilité l'importation et l'exportation. Les importateurs doivent toujours être enregistrés, ce qui est une contrainte importante. L'Indonésie applique l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane depuis 2000; elle utilise la valeur transactionnelle et n'applique pas de prix minimums ou prix planchers.

15. Le champ d'application des restrictions et licences à l'importation paraît s'être élargi suite à l'introduction de nouvelles licences d'importation spéciales en 2002. Ces licences visent des produits sensibles, tels que le riz, le sucre, les chaussures et les textiles, et elles sont accordées en fonction des besoins du pays. Il y a aussi des licences non automatiques appliquées à des fins de contrôle des importations, y compris d'embargo, principalement pour des raisons de santé, de protection zoosanitaire ou phytosanitaire, de protection de l'environnement et de sécurité. Il est difficile de déterminer la gamme des produits visés par des restrictions à l'importation et le régime de licences est toujours assez opaque. Le caractère restrictif du régime des licences d'importation non automatiques s'accompagne de droits d'importation exclusifs accordés aux

producteurs nationaux de certains produits sensibles tels que le riz, les clous de girofle, les boissons alcooliques, le sucre et certains types de fer et d'acier.

16. Les normes, qui sont non discriminatoires, sont généralement fondées sur les normes internationales ou ont été alignées sur ces dernières. Des normes obligatoires (règlements techniques) s'appliquent aux engrais et au sucre brut. Presque toutes les autres normes sont facultatives. L'Indonésie participe aux travaux de différents organes internationaux de normalisation. Elle cherche à multiplier les accords de reconnaissance mutuelle. De nouvelles prescriptions ont été adoptées en 1999 pour l'étiquetage des produits alimentaires et en 2001 pour l'importation de produits génétiquement modifiés.

17. L'Indonésie a eu fréquemment recours à des mesures antidumping, mais leur nombre semble avoir tendance à diminuer. Sur les 27 enquêtes ouvertes depuis 1998 (jusqu'en juin 2002), 15 avaient débouché sur des mesures provisoires et neuf sur des droits antidumping définitifs; sept étaient toujours en vigueur en février 2003. Les mesures visaient principalement des métaux communs et des produits chimiques provenant de fournisseurs de la région. Une loi sur les sauvegardes a été promulguée à la fin de 2002, en grande partie pour répondre aux préoccupations des producteurs nationaux; elle permet d'appliquer des droits d'importation majorés pendant une période comprise entre six et 48 mois. Les arrangements institutionnels, et notamment l'organisme chargé des enquêtes, sont en cours de création.

18. Les marchés publics sont un instrument important de la politique industrielle. Une nouvelle loi adoptée en 2000 a modifié les pratiques discriminatoires visant à promouvoir l'emploi accru d'intrants d'origine nationale pour aider les producteurs indonésiens et créer des emplois. Les marchés publics ne peuvent être passés avec des

fournisseurs étrangers que si aucun produit d'origine nationale n'est disponible ou si les produits d'origine nationale ne sont pas conformes aux prescriptions techniques, et ce uniquement pour les marchés d'un montant supérieur à certains seuils (par exemple 10 milliards de rupiahs pour les marchandises) et en coopération avec des PME. La préférence en matière de prix dont bénéficient les produits d'origine nationale a été portée à 15 pour cent, contre 7,5 pour cent auparavant (elle est toujours de 7,5 pour cent pour les marchés de services). L'Indonésie participe activement aux débats du Groupe de travail de la transparence des marchés publics de l'OMC.

19. Des accords de compensation s'appliquent aussi dans le cadre des marchés publics; les entreprises étrangères qui soumissionnent pour certains marchés publics, y compris les marchés de construction, doivent satisfaire à des prescriptions de résultats à l'exportation. Le commerce compensé a diminué en raison de la forte contraction des marchés publics depuis la crise, mais il est probable qu'il augmentera à nouveau lorsque le niveau des marchés publics se rétablira. L'Indonésie n'applique pas de prescriptions concernant la teneur en éléments d'origine locale (en dehors des marchés publics). Tous les programmes de ce type notifiés en tant que MIC ont été supprimés avant la date prévue, en janvier 2000, et les très nombreuses incitations tarifaires et fiscales concernant la teneur en éléments d'origine locale dans le secteur automobile ont été supprimées.

20. Les exportations soumises à restrictions sont réservées aux exportateurs enregistrés et agréés. Parmi les mesures de contrôle des exportations figurent les interdictions, les contingents, les licences et la "supervision". Elles sont largement appliquées dans le but de promouvoir des activités à plus forte valeur ajoutée, d'améliorer la qualité des exportations et de garantir un approvisionnement suffisant du marché intérieur en produits essentiels à des prix raisonnables, ainsi que pour donner effet

à des engagements pris dans le cadre d'accords internationaux, comme la CITES (pour protéger les espèces menacées d'extinction) et aux arrangements de restriction des exportations de textiles et vêtements. L'interdiction d'exporter des grumes et des copeaux a été réintroduite en 2001 (officiellement pour des motifs environnementaux) et une interdiction similaire a été appliquée à l'urée en 2000 (pour lutter contre la pénurie d'engrais) et aux sables minéraux en 2002. Le contrôle des exportations reste opaque, notamment pour ce qui est des produits visés et des effets économiques des mesures. L'inspection des exportations, qui auparavant était confiée à un entrepreneur privé, a été reprise par les Douanes en août 2001.

21. L'Indonésie continue d'appliquer un contingent bilatéral "volontaire" à ses exportations de manioc vers l'Union européenne. Elle réglemente les exportations de certains produits primaires dans le cadre de divers arrangements plurilatéraux de gestion de l'exportation et de l'offre qui visent à limiter la pléthore et la baisse des cours mondiaux qui en résulte. Ainsi, elle limitait volontairement ses exportations de café jusqu'en 2002 (date à laquelle l'arrangement concernant le café a été démantelé) et de caoutchouc jusqu'au milieu de 2002, c'est-à-dire jusqu'au moment où le cours international du caoutchouc a dépassé le prix de référence "confidentiel" fixé dans le cadre de l'Accord tripartite de coopération concernant le caoutchouc signé avec la Malaisie et la Thaïlande en décembre 2001. Le commerce avec Israël reste interdit.

22. Les taxes d'exportation *ad valorem* visant à promouvoir la transformation en aval et les productions à plus forte valeur ajoutée ont été rationalisées. Elles ne visent plus que quatre groupes de produits (rotin, bois, sables minéraux et huile de palme), contre 12, et leurs taux ont été ramenés à 1 pour cent, 3 pour cent et 15 pour cent, contre 10 à 40 pour cent auparavant. Pour simplifier le recouvrement et lutter contre l'évasion fiscale

par la sous-facturation, les autorités perçoivent les taxes sur la base de prix de référence minimums. Ces prix sont régulièrement révisés, mais ils ne correspondent pas toujours aux cours mondiaux, ce qui accroît les risques d'arbitraire administratif et l'incertitude en ce qui concerne le niveau et donc l'incidence de ces taxes.

23. Les aides directes à l'exportation sont minimales. L'Indonésie n'a pas versé de subventions à l'exportation durant la période couverte par l'examen. Elle a un régime d'exemption/ristourne de droits de douane ainsi que des zones franches et des zones sous douane, qui visent à promouvoir l'exportation, mais ces régimes ne comportent guère d'incitations financières. Apparemment, les entreprises qui opèrent dans les zones sous douane doivent exporter au moins deux tiers de leur production, à l'exclusion des composants; elles ne peuvent pas vendre sur le marché intérieur plus de 50 pour cent de la valeur de leurs exportations (des limites spéciales plus élevées sont appliquées dans l'industrie automobile). Les participations étrangères peuvent atteindre 100 pour cent pendant cinq ans (95 pour cent par la suite) dans les zones sous douane si toute la production est exportée. En septembre 1999, une banque appartenant à l'État (BEI) a repris les activités de la banque centrale consistant à accorder des financements et des garanties à l'exportation et à l'importation. La Société indonésienne d'assurance à l'exportation (ASEI), qui appartient à l'État, offre des assurances pour les exportations de produits non pétroliers, y compris aux PME, et a été transformée en assureur général en 2002.

24. Les impôts indirects, comme la TVA, la taxe sur les ventes et la taxe sur les produits de luxe, sont en principe non discriminatoires depuis 2000. L'exonération de la taxe sur les produits de luxe visant les voitures d'origine nationale a été supprimée suite au règlement d'un différend à l'OMC en 1998. Toutefois, il semble subsister certains éléments discriminatoires, tels qu'un taux réduit de la

taxe sur les ventes pour les cigarettes indonésiennes de type kretek. Il n'est pas non plus certain que les prélèvements, "rétributions" et impôts régionaux soient non discriminatoires; l'incertitude s'est accrue depuis que les compétences fiscales des provinces ont été renforcées suite à la décentralisation. La taxe sur les produits de luxe a été réduite au début de 2003, en partie pour aider les producteurs nationaux à lutter contre la concurrence des importations de contrebande.

25. Les principales aides aux producteurs sont des incitations fiscales sectorielles ou régionales, qui semblent avoir été révisées dans la nouvelle loi entrée en vigueur en 2001. Il existe un prix de soutien du riz, géré par la BULOG, qui fausse le commerce extérieur et la production. Une subvention pour les engrais, réservée aux petits riziculteurs, a été réintroduite en 2003; toutefois, elle n'est manifestement versée que pour les engrais d'origine nationale, ce qui semble être en contradiction avec son but déclaré, qui est de soutenir la consommation plutôt que la production. La subvention visant les carburants à base de pétrole, qui est en cours de démantèlement, favorise les utilisateurs industriels et les utilisateurs du secteur public, et les carburants ne sont vendus au cours mondial que pour certaines activités, telles que l'exploitation des navires battant pavillon étranger. Les aides publiques à la R&D visent à promouvoir les activités de haute technologie. Les programmes de crédits bonifiés réservés aux PME et aux agriculteurs n'existent plus.

26. Afin de protéger les consommateurs, les autorités ont maintenu le contrôle des prix de certains produits sensibles, comme le riz, l'essence, le GPL, le sel et le ciment, ainsi que de certains services publics essentiels comme l'électricité, les télécommunications de base et les transports.

27. Une Commission indépendante de supervision de la concurrence (KPPU) a été formée en juin 2000 pour mettre en œuvre la

législation antimonopole de 1999. La plupart des affaires examinées par la KPPU concernaient des soumissions collusoires impliquant des entreprises d'État ou des organismes publics. La KPPU peut ouvrir des enquêtes d'office. Elle peut aussi fournir des avis "non publics" au gouvernement au sujet des effets de certaines mesures antidumping sur la concurrence, et l'a fait dans deux cas (farine de froment et noir de carbone). La législation ne s'applique pas aux cartels d'exportation.

28. L'Indonésie a cherché à renforcer la protection des droits de propriété intellectuelle (DPI) en amplifiant ses engagements internationaux. Elle a adhéré au Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur en mars 2002, et est aujourd'hui partie à sept des 21 traités de l'OMPI. Elle envisage d'en ratifier d'autres, comme le Traité sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes. Elle n'a pas tenu le délai de 2000 pour la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC, mais elle a adopté à la fin de 2000 des lois sur les dessins et modèles industriels, les topographies de circuits intégrés et la protection des variétés végétales et des secrets commerciaux, et avait modifié en juillet 2001 ses lois sur les brevets, les marques et le droit d'auteur. Toutefois, des difficultés institutionnelles continuent d'entraver la mise en œuvre effective de ces lois et la répression des infractions. L'intensification du piratage et le manque d'efficacité du système judiciaire restent préoccupants.

4) ÉVOLUTION DES POLITIQUES SECTORIELLES

29. Malgré la poursuite de la réforme du régime de commerce extérieur, certains secteurs sensibles continuent de bénéficier d'aides spéciales. Dans le secteur agricole, ces aides sont motivées essentiellement par la sécurité alimentaire et par la conviction que le meilleur moyen de la garantir est d'obtenir l'autosuffisance pour les produits essentiels et en particulier le riz. Pour ce produit, le soutien du prix du marché, qui est inférieur au

seuil de minimis fixé à l'OMC (10 pour cent de la production), permet de fixer le prix plancher à la production à 30 pour cent au-dessus du prix de revient; en conséquence, durant la période examinée, les prix intérieurs du riz dépassaient de 20 à 30 pour cent les cours mondiaux. Les subventions à la consommation, dont le coût budgétaire est important mais a tendance à diminuer, compensent en partie cet écart de prix.

30. Le monopole de l'importation de riz de la BULOG a été supprimé en 1999, mais cet organisme continue d'intervenir sur le marché pour stabiliser les prix intérieurs. L'avenir de ses activités en tant qu'organisme à but semi-lucratif paraît incertain.

31. Il semblerait que les réglementations antérieures, y compris les restrictions à l'exportation, n'aient pas réussi à empêcher la surexploitation des forêts. Les restrictions à l'exportation, telles que l'interdiction d'exporter des grumes, qui a été réintroduite, ne contribuent généralement guère à empêcher la surexploitation et ont au contraire tendance à stimuler la demande de produits transformés, comme le contreplaqué, probablement en faisant baisser le prix des grumes sur le marché intérieur, ce qui pourrait aussi encourager la surexploitation et des méthodes de transformation et de conservation peu rationnelles. Il est difficile de promouvoir la gestion durable des forêts; les concessions d'abattage sont largement supérieures aux possibilités de rendement durable et l'abattage illégal est très répandu.

32. Dans le secteur forestier, les autorités cherchent à faire respecter davantage la loi et à remédier aux carences des institutions et des politiques et en particulier de la surveillance. Les nouvelles pratiques forestières visent essentiellement à combattre l'abattage illégal, à restructurer la filière du bois et à développer le reboisement. L'Indonésie a introduit un système d'abattage sélectif et de reboisement pour les exploitants forestiers et a adopté en juillet 2002 une réglementation spéciale visant à réserver l'exploitation des forêts aux

entreprises opérant légalement qui respectent les limites de l'exploitation durable; les quotas d'abattage ont été sensiblement réduits. Depuis 2002, les exploitants doivent verser à l'avance la redevance au Fonds de reforestation, mesure qui a pour but de limiter le risque de non-paiement et le détournement de ces fonds.

33. Toute activité commerciale concernant des produits pétroliers doit être autorisée par l'entité d'État Pertamina et les entreprises étrangères qui veulent prospecter et exploiter des gisements de pétrole et de gaz doivent conclure avec elle des contrats de partage de la production. Il est prévu de déréglementer le marché du pétrole. En vertu d'une loi adoptée en octobre 2001, le monopole de l'exploitation du pétrole et du gaz naturel de Pertamina sera démantelé dans un délai de deux ans (pour 2003) et son monopole de la distribution (y compris le commerce) de ces produits sera supprimé d'ici à 2005. Une nouvelle Autorité du pétrole et du gaz (BALAK) a été créée en 2002 pour reprendre certaines activités de Pertamina telles que la délivrance des concessions d'exploitation du pétrole et du gaz. En outre, les autorités ont instauré de nouvelles taxes sur les industries extractives et une nouvelle réglementation environnementale, dont les modalités d'application ne sont pas toujours très claires.

34. La production de l'électricité est aujourd'hui dominée par des entreprises privées, mais son transport et sa distribution restent le monopole de la Compagnie publique d'électricité (PLN). Les réformes sont allées très loin, mais la mise en place d'un marché de l'électricité entièrement concurrentiel et ouvert à différents acheteurs et vendeurs qui était prévue pour 2003 n'a pas été réalisée. Une nouvelle loi a été adoptée en septembre 2002, en vertu de laquelle le marché de l'électricité devra être intégralement déréglementé d'ici à 2007. Par ailleurs, il a été décidé d'accroître les tarifs de l'électricité pour qu'ils couvrent le prix de revient.

35. Depuis 1998, la moyenne des taux NPF appliqués aux produits des industries manufacturières (base CITI) a été ramenée de 9,5 pour cent à 7,2 pour cent. Il subsiste néanmoins des droits élevés, compris entre 60 et 170 pour cent, sur certains produits, comme les produits chimiques, les ouvrages en métaux et les matériels de transport. Par ailleurs, des restrictions non tarifaires et en particulier des prescriptions de licences spéciales s'appliquent à certains produits (comme les textiles et les chaussures) et les producteurs locaux de certains produits (y compris les boissons alcooliques, les textiles et certains produits sidérurgiques) ont un droit exclusif d'importation de ces produits. Certaines branches de production bénéficient d'exonérations temporaires d'impôt et d'autres incitations. Des mesures qui faussent les échanges, notamment des prohibitions, des accords de commerce compensé et des détaxes pour les importations de composants réalisées par des entreprises d'État, ont été employées dans l'aérospatiale.

36. La politique suivie dans le secteur de l'automobile a été remaniée en profondeur depuis la faillite de cette industrie en 1998. La politique de remplacement des importations a cédé la place à une politique de développement axée sur l'exportation en juin 1999. En conséquence, les restrictions à l'importation de véhicules automobiles et les incitations fiscales visant à promouvoir l'emploi d'intrants d'origine nationale ont été supprimées. Les droits d'importation sur les véhicules automobiles ont été considérablement abaissés, même s'ils restent élevés (80 pour cent, contre 200 pour cent auparavant). Les droits sur les véhicules importés entièrement en pièces détachées ont aussi été ramenés de 65 à 25-50 pour cent, selon la cylindrée, et les droits sur les composants ont été ramenés à 15 pour cent. La taxe sur les ventes de produits de luxe a été majorée et peut atteindre 75 pour cent, selon la cylindrée; elle vise avant tout les importations. Il est interdit d'importer certains types de véhicules d'occasion.

37. La réforme des services financiers a été au cœur du programme de redressement de l'économie indonésienne. Elle a été axée sur l'assainissement des banques et a comporté notamment des mesures de recapitalisation par l'État. L'Agence indonésienne de restructuration des banques (IBRA) doit être supprimée au début de 2004. En dépit d'avancées importantes, le système bancaire reste fragile et l'intermédiation bancaire est insuffisante. Le ratio de fonds propres pour certaines banques demeure inférieur au minimum de 8 pour cent (contre 4 pour cent auparavant) et la proportion de créances improductives reste plus élevée que l'objectif de 5 pour cent qui avait été fixé.

38. L'indépendance statutaire et les pouvoirs de contrôle prudentiel de la banque centrale ont été renforcés, l'accent étant désormais davantage mis sur le respect de la réglementation et les mesures assurant ce respect. Elle est en train d'adopter les principes fondamentaux de la BRI pour un contrôle bancaire efficace publiés par le Comité de Bâle. Il est prévu de créer d'ici au milieu de 2005 une Autorité de supervision financière qui réglera tous les établissements financiers, y compris les banques; toutefois, l'adoption des textes législatifs d'habilitation a pris du retard et ne devrait pas intervenir avant le milieu de 2003. La garantie globale des engagements bancaires doit être remplacée par un mécanisme sélectif d'assurance des dépôts en 2004.

39. Les banques doivent être des banques à capitaux indonésiens ou des coentreprises (avec une participation étrangère plafonnée à 99 pour cent). Les banques étrangères ne sont autorisées à ouvrir des filiales que si elles se classent parmi les 200 premières banques du monde et ont une cote de crédit de niveau "A" au minimum et un fond d'exploitation d'au moins 3 000 milliards de rupiahs. Pour délivrer des licences bancaires, la banque centrale applique un critère fondé sur l'examen des besoins économiques. L'ouverture (et la fermeture) de succursales

bancaires, y compris les bureaux de représentation de banques étrangères, doit être approuvée par la banque centrale. Les restrictions concernant le nombre de succursales de banques étrangères qui peuvent être établies en dehors de Djakarta ne sont plus appliquées.

40. La réglementation et la supervision des activités d'assurance, qui relèvent actuellement du Ministère des finances, ont été renforcées. Les compagnies étrangères ne sont pas autorisées à établir de filiales; si elles veulent opérer en Indonésie, elles doivent le faire dans le cadre d'une coentreprise (la participation étrangère est plafonnée à 80 pour cent du capital). Aucune restriction n'est appliquée à la réassurance à l'étranger.

41. La libéralisation partielle des services de télécommunications de base va être accélérée en vertu d'une nouvelle législation entrée en vigueur en septembre 2000. Le monopole sur les appels nationaux est progressivement remplacé par un duopole de droit composé de deux entreprises à capitaux majoritairement publics, l'opérateur historique Telekom et une nouvelle société appelée Indosat. Le monopole de Telekom sur les appels locaux a été démantelé en 2002 (au lieu de 2011) et son monopole sur les appels interurbains sera supprimé en 2003. En outre, pour les appels internationaux, un troisième exploitant sera autorisé à opérer à partir de 2003 (au lieu de 2005): Telekom rejoindra les rangs des deux sociétés qui offrent actuellement des services de téléphonie internationale, Indosat et Satelindo (qui appartient en partie à Indosat). Les participations étrangères au capital de ces trois entreprises restent limitées. À la fin de 2002, l'État a vendu 42 pour cent des actions d'Indosat à des investisseurs étrangers.

42. Le nouveau régime représente une amélioration, mais le maintien d'un nombre fixe de transporteurs risque de limiter les gains d'efficacité qui en résultent. Par ailleurs, les autorités ont entrepris de

renforcer le cadre réglementaire afin de préserver la concurrence; les pratiques monopolistiques et la concurrence déloyale sont interdites.

43. Le cabotage routier fait l'objet de restrictions et les investisseurs étrangers ne peuvent pas investir dans les services de transports publics (taxis et autocars). Les tarifs des transports routiers et ferroviaires sont subventionnés. Les investisseurs étrangers peuvent acquérir des participations de 95 pour cent au maximum dans des coentreprises offrant des services publics de transport ferroviaire. Les services réguliers de transport aérien intérieur sont ouverts à de nouveaux transporteurs; les investisseurs étrangers doivent opérer dans le cadre de coentreprises et leurs participations sont plafonnées à 49 pour cent. Les services internationaux de transport aérien sont régis par des accords bilatéraux qui interdisent le cabotage. Les investisseurs étrangers ne peuvent pas offrir de services de transport maritime entre les îles de l'archipel et le cabotage fait l'objet de restrictions. Le tourisme est de plus en plus réglementé par les provinces. En général, les participations étrangères sont plafonnées à 49 pour cent du capital, à moins que les lieux de villégiature soient situés dans certaines régions déterminées.

5) PERSPECTIVES

44. La libéralisation du commerce extérieur, les autres réformes structurelles et les efforts accrus de stabilisation ont contribué au redressement de l'économie indonésienne après la crise asiatique. L'Indonésie s'est ouverte au commerce extérieur par des mesures de libéralisation unilatérales et multilatérales. On ne peut toutefois pas encore parler de croissance vigoureuse et il faut poursuivre les réformes structurelles et autres réformes économiques. Le gouvernement paraît avoir récemment réaffirmé sa résolution d'entreprendre des réformes d'envergure, mais l'Indonésie pourrait profiter du système multilatéral pour

asseoir et dynamiser encore ses réformes unilatérales dans plusieurs domaines (déréglementation et privatisation, par exemple).

45. *Cela aiderait aussi à accroître la confiance des investisseurs et, si le pays procède aux réformes nécessaires au niveau des institutions et de la gouvernance économique, faciliterait l'investissement étranger, qui est essentiel pour son avenir économique. L'accélération de la privatisation et la poursuite de la réforme des entreprises d'État, ainsi que la déréglementation et les mesures visant à intensifier la concurrence, pourraient aussi aider à améliorer le climat économique.*

46. *De façon générale, l'Indonésie applique sa politique commerciale sur une base non discriminatoire. Toutefois, elle*

paraît aujourd'hui privilégier la politique commerciale régionale, de façon autonome ou dans le cadre de l'ANASE. La poursuite d'un "régionalisme ouvert" aiderait l'Indonésie et ses partenaires commerciaux Membres de l'OMC à obtenir un maximum d'avantages et à éviter les phénomènes de détournement des échanges pouvant résulter d'accords commerciaux discriminatoires.

47. *La poursuite de la libéralisation du commerce extérieur, accompagnée par des réformes économiques dans d'autres domaines, devrait aider à jeter les bases d'une croissance soutenue de l'économie indonésienne. Les partenaires commerciaux de l'Indonésie pourraient apporter une contribution majeure aux efforts que fait ce pays en garantissant un accès stable et sans restriction à leurs marchés.*